

Pour une union

Porté par l'ensemble des salariés et les couches populaires, le "non" majoritaire des français au référendum du 29 mai dernier ouvre une période nouvelle. Certes, rien n'est réglé, mais tout est ouvert. Les potentiels pour des rassemblements transformateurs en France et en Europe sont considérables. C'est que, loin d'être anti-européen, ce vote exprime, au contraire, le besoin d'une autre construction européenne et d'une mise en cause des politiques ultralibérales à l'œuvre dans la construction actuelle. Et pour cause, le premier motif du «non» c'est le rejet du chômage avec l'aspiration à une sécurisation de l'emploi. Cela est antagoniste avec la domination du marché financier et donc l'orientation, les missions et les statuts actuels de la Banque centrale européenne (BCE).

Jacques Chirac répond par une double forfaiture.

Au plan européen, le 16 juin dernier au sommet de Bruxelles, il invite ses partenaires à poursuivre le processus de ratification. Pourtant le vote des français et des néerlandais rend caduc le projet de traité constitutionnel. Tout doit donc être fait pour obtenir une nouvelle discussion pour un autre traité à partir de vastes consultations populaires qui en élaboreraient les axes essentiels.

Au plan national, Jacques Chirac fait produire par son nouveau premier ministre un plan qui redouble dans la démolition du Code du travail, la mise en concurrence des salariés, la chasse aux chômeurs, les cadeaux, en pure perte, au patronat par de nouvelles exonérations de cotisations sociales patronales favorisant les bas salaires.

Ce dispositif, qui va coûter au moins 4,5 milliards d'euros, au contribuable serait principalement financé par redéploiement budgétaire, au détriment des dépenses de santé, d'éducation, de logement social... Il va accentuer les graves difficultés de la croissance française en aggravant l'insécurité sociale, l'insuffisance de formation et la faiblesse des salaires, en encourageant le placement des profits accrus sur le marché financier, les exportations de capitaux.

Le Premier ministre a demandé cent jours aux français pour le juger. Cela coïncide avec le lancement d'une discussion budgétaire pour 2006 qu'il entend enfermer dans le cadre du pacte de stabilité : les dépenses de l'Etat ne devront pas croître en volume avec, notamment, la suppression de plus de 5000

postes de fonctionnaires, en particulier dans l'enseignement. Mais cette échéance va aussi coïncider avec la rentrée scolaire et sociale. La protestation contre le rationnement des moyens pour l'école, l'hôpital, le logement social peut faire jonction avec le refus des licenciements et délocalisations, la colère des précaires et des chômeurs, le ras-le-bol des salaires insuffisants.

Il n'est pas question de trêve. Ce pouvoir discrédité entend passer outre la volonté populaire. Tout de suite cela appelle une mobilisation multiforme pour imposer des reculs immédiats et ouvrir la voie d'une alternative de progrès en France, en relation avec une autre construction de l'U.E. C'est dire s'il faut que le rassemblement à gauche qui s'est esquissé pour le «non» le 29 mai dernier se consolide, s'élargisse, y compris à ceux qui ont voté oui avec des réserves au plan social. Il doit aider à résister et à riposter en faisant prendre en mains par les gens eux-mêmes des exigences précises, audacieuses, cohérentes de transformation, ouvertes à leurs interventions.

Laurent Fabius a décidé d'engager le débat à gauche avec ses propositions. Proclamant le droit pour chacun d'accéder à «*un emploi, un logement, un savoir*», il reprend le mot d'ordre de «*Sécurité sociale professionnelle*». Cependant, il s'agit, précise-t-il, de «*prévoir des transitions protectrices pour chaque salarié entre les périodes de formation, d'emploi et de chômage*». Il veut se distinguer de tous ces dirigeants politiques qui, jusqu'au PS, refusent de répondre à la montée de cette grande aspiration à une sécurisation de l'emploi, de la formation et de tous les moments de la vie. Mais il recule déjà sur l'exigence d'éradication graduelle du chômage par une promotion hardie du modèle social.

Comment être à la hauteur de la gravité de la crise européenne et nationale ? Voilà la question. Il ne s'agit pas, en effet, de recommencer à échouer, comme avec François Mitterrand. Les leçons de l'expérience appellent au respect de deux exigences :

PREMIÈRE EXIGENCE : une hardiesse de la novation articulant objectifs sociaux élevés, conquête de pouvoirs et moyens financiers.

Hardiesse des objectifs sociaux d'abord.

L'heure n'est elle pas à l'éradication graduelle du chômage au lieu du maintien de son principe, fusse dans la visée dite du «plein emploi» le pérennisant, que la nouvelle présidente du MEDEF,

populaire agissante

elle-même, Laurence Parisot a revendiqué ? Avec les nouvelles technologies si économes en travail et la concurrence mondialisée, sans conquêtes sociales fondamentales par rapport aux gestions capitalistes, la conservation d'un volant de chômeurs entraîne, en effet, une précarisation sans cesse relancée. Comme le montre la « flexsécurité » du Danemark, ce n'est pas la solution : tandis qu'un quart des travailleurs passe tous les ans par le chômage, celui-ci remonte désormais.

Avec la révolution informationnelle, l'éradication progressive du chômage est nécessaire et possible.

C'est pour cela que le PCF propose d'engager la construction d'un système de Sécurité d'emploi ou de formation. Une fois achevé, il permettrait, pour chacun-e, une mobilité choisie, dans la sécurité de droits et de revenus relevés, entre emploi stable et correctement rémunéré et formation pour un meilleur emploi. Plus jamais changer de situation signifierait risque de tomber dans le chômage. Tout de suite, on peut agir dans ce sens : au côté des chômeurs pour leurs indemnités et le retour à un emploi choisi ; au côté des précaires pour des emplois stables et correctement rémunérés ; aux côtés des salariés confrontés aux licenciements et restructurations pour des moratoires suspensifs des licenciements et le droit au maintien dans l'emploi modernisé ou à un reclassement choisi. Tout de suite, on peut exiger, pour cela, des objectifs chiffrés de création et de conversion d'emplois dans les régions, en France, en Europe.

Hardiesse de la démocratie : au-delà de la démocratie représentative à régénérer, il faut une démocratie participative et d'intervention. Dans les entreprises et les bassins d'emploi, jusqu'à l'échelle nationale et européenne, des pouvoirs de contrôle, d'évaluation, de suspension des projets contestables et de contre-propositions des salariés et des citoyens sont à conquérir dans les services publics, les entreprises, les localités.

Hardiesse des moyens financiers enfin. C'est le cœur de la domination du capital, la question la plus essentielle mais la plus esquivée. Toutes les forces conservatrices voudraient garder les orientations de la partie III du projet de Traité rejeté, incluant le rôle de la BCE pour la domination du marché financier. Pourtant, le refus de cette partie III est au cœur du « non » majoritaire au référendum. En proposant de centrer les discussions pour un nouveau traité « *autour des institutions, des valeurs et de la charte des droits* » parce que « *l'ancienne partie III ne pourra pas conduire à un accord...* » Laurent Fabius n'esquive-t-il pas cette question

d'une mise en cause radicale du rôle de la BCE ? Car, comment réaliser des objectifs sociaux novateurs sans changer l'utilisation de l'argent des entreprises, des banques, de l'État, de l'Union européenne ? Une baisse générale des taux d'intérêt ne servirait qu'à rendre le crédit plus facile pour la Bourse et la spéculation immobilière, contre l'emploi et les qualifications.

C'est pour cela que le PCF propose que la politique de taux d'intérêt de la BCE, « refinançant » les banques ordinaires, soit sélective : le refinancement des crédits bancaires serait d'autant moins coûteux que ces crédits serviraient à des investissements à long terme avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés que seraient programmés plus d'emplois et de formations efficaces. Et, au lieu de se résigner aux restrictions du pacte de stabilité, exigeons un Pacte de progrès et aussi que la BCE soutienne, par création monétaire, une relance concertée des dépenses publiques utiles (santé, éducation, logement...) sous le contrôle décentralisés des salariés, des citoyens, de leurs élus.

Tout de suite, le PCF appelle à l'action pour la création de Fonds régionaux pour l'emploi et de la formation (FREF). Alimentés par le budget de chaque Région, ils prendraient en charge une partie des intérêts versés aux banques par les entreprises sur les crédits finançant leurs investissements à long terme à proportion des emplois et des formations qu'il programmeraient. Ces FREF seraient des fondations utiles pour créer un Fonds national (utilisant les fonds publics gâchés pour les cadeaux au patronat et sans exigence en emploi) et un pôle public financier. Ensemble ils pèseront sur la BCE en contribuant à réaliser les objectifs d'emplois décidés par tous les acteurs.

SECONDE EXIGENCE : c'est la prise en main par les salariés et les citoyens eux-mêmes des solutions à faire avancer dans une démocratie participative en actes. La délégation à des arrangements de sommet loin de l'intervention des populations, c'est l'échec assuré.

C'est la raison pour laquelle le PCF appelle à la tenue de forums pour le débat et pour l'action, pour la co-élaboration d'un véritable programme « d'Union populaire » agissant pour la transformation en France et en Europe. Cette « Union » agissante doit être ouverte aux propositions et au contrôle des travailleurs et des citoyens et non déléguée en maintenant le présidentielisme de la Vème République. ■

Galilée